

Les mémoires de la Guerre d'Algérie au sein de la société française



Les mémoires de la Guerre d'Algérie restent présentes dans nos mentalités, dans la virulence de certains de nos débats publics, ou dans nos institutions qui sont d'une certaine façon nées des suites de la guerre d'Algérie. Aujourd'hui encore, 39% des jeunes français (entre 18 ans et 35 ans) ont un lien familial avec l'Algérie, qu'il passe par la colonisation ou la guerre d'Algérie (Paul Morin, 2022). C'est mon cas, puisque mon grand-père a fait partie des « rappelés » comme on peut le voir sur ces photos. Malheureusement, j'étais trop jeune pour parler de ses souvenirs directement avec lui. Ce que retient aujourd'hui ma mère c'est qu'il n'en parlait pas beaucoup. Il ne donnait, selon elle, que peu d'informations, si ce n'est des documents, photos, ou descriptions des paysages. Cependant, il faut rester vigilant. La forme que semble prendre les mémoires de mon grand père sont une forme de mémoire parmi d'autres. Tant il existe une grande diversité des mémoires, individuelles ou collectives, nostalgiques, douloureuses, conflictuelles ou non, parfois revendicatives... Ici, on ne pourra présenter qu'une partie de cette grande diversité des mémoires. En résulte donc un choix non exhaustif.

Quelles sont les réactions mémorielles de la société française concernant la Guerre d'Algérie ?

I : Les premiers déchirements du conflit (1954-années 1970)

- A) La métropole : une société quasiment inerte face aux révélations
- B) Le témoignage des rappelés en temps de guerre
- C) La difficile transmission de la mémoire des rappelés au sein des familles dans l'après guerre

II : La mémoire politique et culturelle de l'immigration algérienne (1962- à nos jours)

- A) La mémoire intériorisée de l' immigration algérienne dans les trente glorieuses
- B) Des années 1970 aux années 1990 : la mémoire du conflit chez les enfants d'immigrés accompagnée par les mouvements sociaux et la lutte contre le racisme
- C) La prise de parole artistique des enfants de l'immigration à partir des années 2000

III : D'une mémoire individuelle et intériorisée à une mémoire collective et revindicative malgré le passage à l'Histoire (année 1980 à nos jours)

- A) "Pour les nostalgiques : L'histoire est la continuation de la politique par d'autres moyens" (Alain Ruscio)
- B) Les revendications des groupes mémorielles pour la reconnaissance
- C) Ecrire l'histoire de la guerre d'Algérie : entre progrès et difficultés

I : Les premiers déchirements du conflits (1954-années 1970)



Ici, on peut voir plusieurs personnalités jeunant contre la torture en Algérie lors de l'année 1957 à Paris dont l'écrivain Lanza del Vasto ou encore l'universitaire Louis Massignon.

URL:https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Jeune_guerre_algérie.jpg?uselang=fr

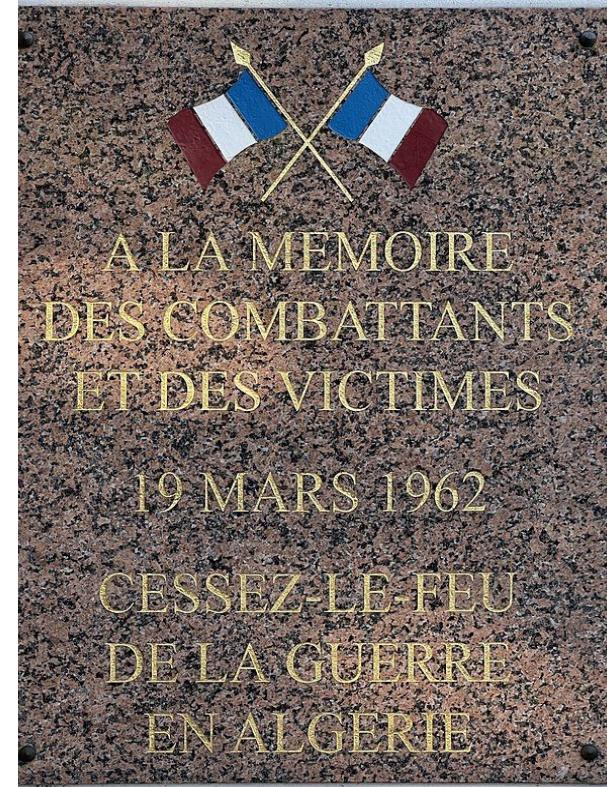
A) La métropole : une société quasiment inerte face aux révélations

Malgré la censure, la société a une relative bonne connaissance du conflit. La divulgation des secrets mondiaux, l'envie de retrouver une prospérité économique passent par les militants anarchistes, trotskistes, le comité Maurice Audin, ou d'intellectuels, d'avocats. Il n'y a pas d'opinion majoritairement anticolonialiste, ou qui s'élève contre la torture. Paul Vidal Naquet remarque assez justement que les français espéraient « le retour du contingent, mais la question des tortures, des exécutions sommaires [...] on ne peut pas dire que cela a bouleversé la population ». Plusieurs raisons peuvent expliquer cette mémoire refoulée dans le privé : la mémoire collective reste marquée par les deux conflits, la guerre d'Algérie est lointaine, on cherche d'abord la prospérité économique.

B) Le témoignage des rappelés en temps de guerre

Les contestations des « rappelés » ont moins pour cause une idéologie anticoloniale, qu'une envie de retrouver leur vie et famille en métropole. Jean Muller témoigne dans "Témoignage Chrétien" en février 1957. Dans ce témoignage il affirme que les français ont recours à la torture et des procédés qui relèvent « de la barbarie nazie ». Plus que par voie de presse, la communication du témoignage des soldats français se fait surtout par les lettres adressées aux familles. Il y a déjà une forme d'autocensure la plupart du temps dans les lettres des rappelés. On cache bien souvent à ses proches la réalité du terrain. A cela s'ajoute parfois la censure de l'armée. Enfin, l'armée tente de contrebalancer ces témoignages qui restent néanmoins triste ou pessimiste, ainsi le journal de propagande militaire Le Bled, dit : « N'employez pas [...] des mots beaucoup trop fort et très loin de la réalité »

I) C) La difficile transmission de la mémoire des rappelés au sein des familles dans l'après guerre

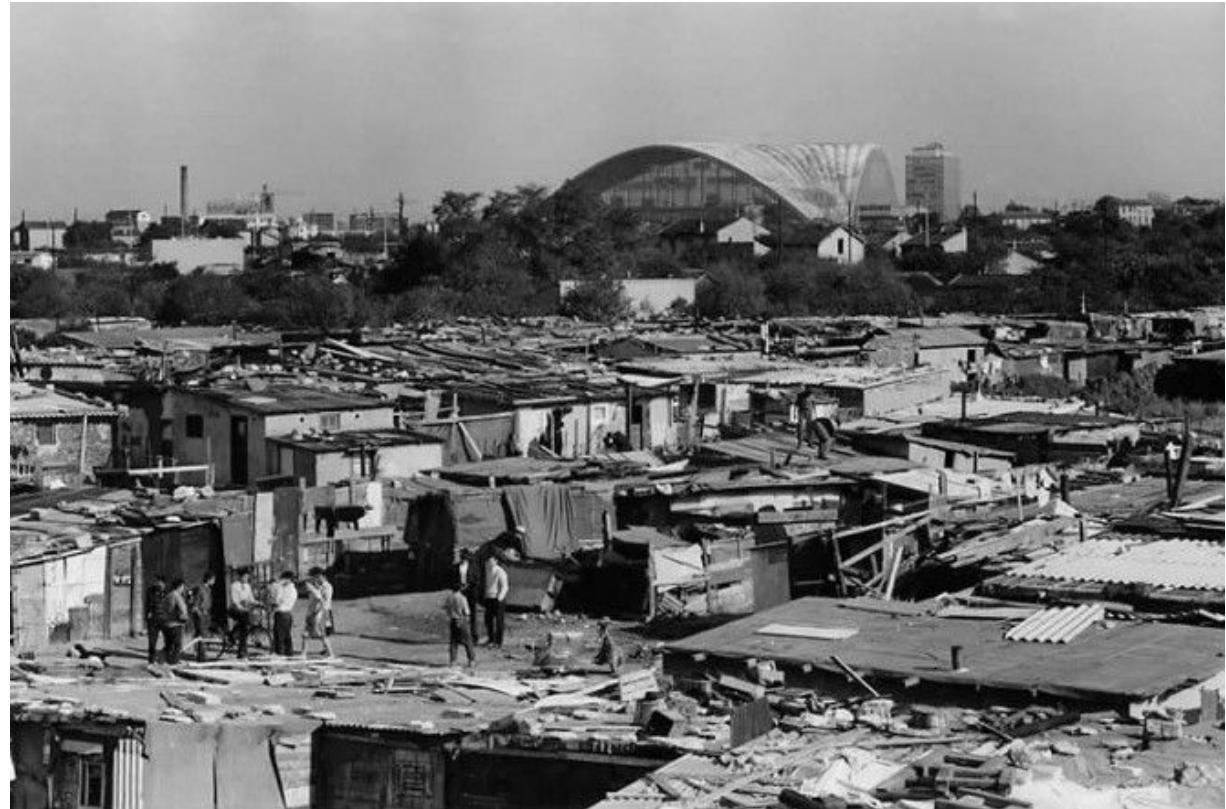


La mémoire des deux premiers conflits mondiaux marquent l'espace public avec d'imposants monuments aux morts. C'est moins le cas après la Guerre d'Algérie. Après cette guerre, on ajoute principalement des plaques commémorant les soldats sur des monuments aux morts déjà existant. Ce qui témoigne d'une appropriation mémorielle de l'espace public différente, et donc d'un héritage mémoriel particulier entre ces "après guerres". En outre, la dimension patriotique est moins présente. Ici, il s'agit d'une plaque commémorant le cessez-le-feu du 19 mars 1962, à Dugny en Seine Saint Denis.

URL:[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Plaque_M%C3%A9moire_Combattants_Victimes_Guerre_Alg%C3%A9rie_Rue_19_Mars_1962_-_Dugny_\(FR93\) - 2022-08-10 - 2.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Plaque_M%C3%A9moire_Combattants_Victimes_Guerre_Alg%C3%A9rie_Rue_19_Mars_1962_-_Dugny_(FR93) - 2022-08-10 - 2.jpg)

L'historienne Raphaëlle Branche a établi des questionnaires pour interroger des familles sur la transmission mémorielle d'un proche à un autre, après la guerre d'Algérie. Son étude révèle qu'il y a globalement peu de transmission sur l'expérience algérienne des conscrits. Cependant, le témoignage peut parfois se faire avec des grands-parents, ou parents des appelés, ayant également vécu l'expérience de guerre avec les conflits mondiaux. Ensuite, cette guerre a parfois été traumatisante. Aucun chiffre officiel n'a été établi sur les troubles mentaux concernant la guerre d'Algérie. Bernard Sigg et Jacques Inrep (Psychiatre et psychanalyste) ont estimé qu'il y a pu avoir entre 250 000 et 300 000 malades potentiels. Pour cela, ils ont utilisé une règle de 3 et en transposant le nombre de traumatismes de la guerre du Vietnam par rapport aux conscrits algériens. Si cette estimation reste critiquable. Il y a néanmoins de nombreux traumatismes liés à l'Algérie, comme le remarque Raphaëlle Branche, avec les rapports des soignants dans le fond d'archive de l'hôpital psychiatrique de Villejuif notamment, même si peu de soignants font à l'époque le lien entre troubles mentaux et expérience de la guerre.

II : La mémoire politique et culturelle de l'immigration algérienne (1962- à nos jours)



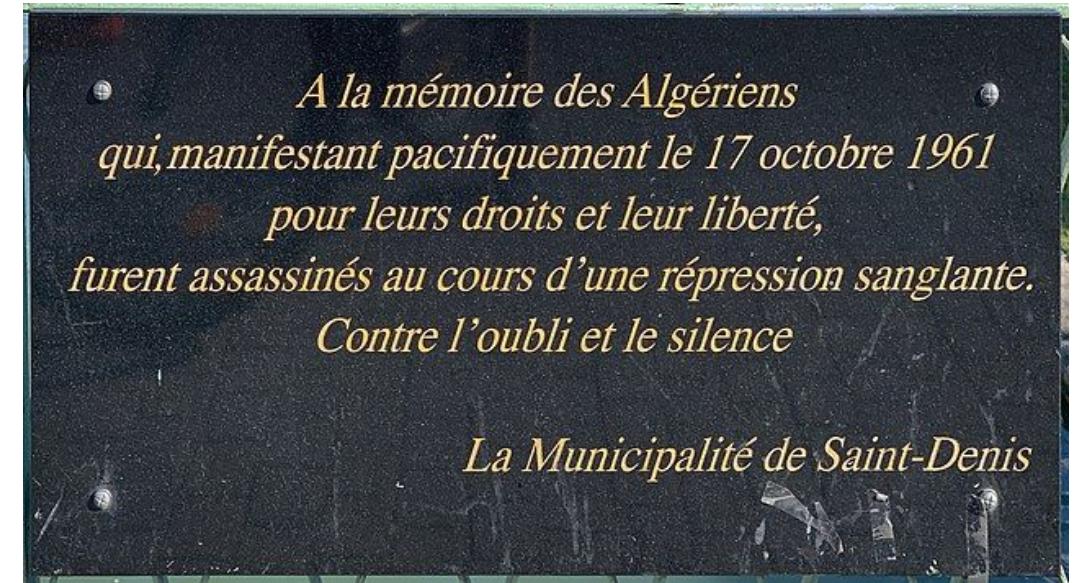
Malgré la prospérité économique, les conditions de vie restent difficiles pour les immigrés lors des trente glorieuses avec notamment des habitats informels. Ici, on peut voir le bidonville de Nanterre vers 1965, où loge une partie de l'immigration algérienne (jusqu'aux années 1970). URL : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Bidonville_de_Nanterre,_vers_1965,_01.jpg

A) La mémoire intérieurisée de l' immigration algérienne dans les trente glorieuses.

Comme pour la plupart des événements traumatisques de notre histoire, la transmission mémorielle est également difficile pour les familles d'immigrés en France. Les parents des familles d'immigrés algériens, ou d'Afrique subsaharienne sont souvent partisans de l'indépendance de l'Algérie. Cette mémoire familiale fait néanmoins face à des obstacles comme le note l'**historienne Naïma Huber Yahi**, « Comment justifier auprès de la jeune génération que l'on soit en France, alors que tout concours à glorifier le juste combat pour l'indépendance de l'Algérie ». Naïma Huber Yahi note alors que le récit à l'échelle des familles ne se fait tout simplement pas. La génération des travailleurs immigrés algériens des trente glorieuses espère le retour futur en Algérie, dans une nation en pleine construction. Cette mémoire de l'immigration est principalement organisée par l'**Amicale des Algériens, ou le Mouvement des travailleurs arabes**.

III) B) Des années 1970 aux années 1990, la mémoire du conflit chez les enfants d'immigrés accompagnée par les mouvements sociaux et la lutte contre le racisme.

En 1973, Salah Bougrine, d'origine algérienne et souffrant de troubles mentaux, tue un traminot à Marseille. Par la suite, il y a une vague de ratonnades, crimes racistes à Marseille et ailleurs. Cette violence est aussi alimentée par l'héritage de la guerre d'Algérie. Elle vise, les Algériens, ou les personnes identifiées comme tels. Les immigrés en général font aussi l'objet de plus d'attaques. Le contexte est au premier choc pétrolier de 1973, les médias parlent du « problème des immigrés ». Face à cette montée de l'intolérance, il y a notamment les marches contre le racisme d'octobre-décembre 1983. Sur les pancartes, on voit alors des slogans relatifs à la mémoire du conflit algérien. On demande par exemple, la reconnaissance du massacre du 17 octobre 1961.



Plaque en mémoire des victimes du 17 octobre 1961, sur le pont Rue Port à Saint Denis. En 2007, la municipalité de Saint Denis a décidé de poser cette plaque. Depuis chaque automne on jette des roses dans le canal par souvenir (Article du Parisien, 2015)

URL:https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Plaque_M%C3%A9moire_Manifestation_17_Octobre_1961_Pont_Rue_Port_St_Denis_Seine_St_Denis_2.jpg

III) C) La prise de parole artistique des enfants de l'immigration à partir des années 2000 : une autre forme de témoignage

A partir des années 2000, la prise de parole artistique des enfants de l'immigration devient plus médiatique. En effet, en 2006, le rappeur normand d'origine algérienne, Médine chante « 17 octobre » à propos du massacre de 1961. Puis, Rachid Bouchareb publie en 2010 son film Hors la loi, sur les indépendantistes en métropole et le bidonville de Nanterre. En route, la romancière **Alice Zeniter publie en 2017, "l'Art de perdre". Ce livre évoque sa mémoire familiale, de son grand-père harki, ou de son père arrivé en France à l'été 1962.** Enfin en 2012, pour les 60 ans de la fin de la guerre d'Algérie, Médine témoigne d'une double mémoire pacifiée et franco-algérienne du conflit dans "Alger Pleure" :

« Médine est métissé: Algérien-Français

Double identité: je suis un schizophrène de l'humanité

De vieux ennemis cohabitent dans mon code génétique

À moi seul j'incarne une histoire sans générérique

Malheureusement les douleurs sont rétroactives »



Photo que j'ai effectué. Timbres issus d'une collection familiale. Timbres algériens de 1975 commémorant les 30 ans du massacre de Sétif. Le Massacre de sétif est l'objet de la polémique autour des premières minutes du film "Hors la loi". Le député UMP Lionel Luca lance la polémique. Il a de nombreuses fois vanté les mérites de la colonisation française. Il prétend ici qu'il y a eu plus de victimes européennes lors du massacre de sétif qu'algériennes. Cette affirmation semble fausse selon l'étude de l'historien Guy Pervillé. L'extrême droite s'empare très vite de la polémique appelant au boycott et à la censure. En somme, cette polémique reflète surtout la persistance des conflits mémoriaux, et l'héritage colonial chez une partie de la classe politique française. Cette polémique a au moins eu le mérite de faire intervenir des historiens, comme Benjamin Stora ou Paul Blanchard.

III) A) "Pour les nostalgériques : L'histoire est la continuation de la politique par d'autres moyens" (Alain Ruscio)

Les mémoires peuvent aussi être conflictuelles. Pour Alain Ruscio, la guerre d'Algérie perdure dans la bataille mémorielle avec l'extrême droite et les anciens de l'OAS. Celle-ci est alimentée par le désir de revanche. Cela se caractérise notamment par l'idéalisatoin d'une Algérie heureuse et française, d'où découle le terme "nostalgérique". Et des revendications, comme l'idée qu'on n'aurait pas fait l'histoire des français d'Algérie. Elle peut prendre d'autres formes comme le racisme contre les immigrés algériens, ou une idéologie nationalitse. Progressivement, cette revanche mémorielle des anciens de l'OAS, ou de l'extrême droite gangrène d'autres courants de la classe politique. Par exemple, en 1977, Jacques Dorati est nommé secrétaire d'Etat aux rapatriés. Il est partisan de l'Algérie Française, proche de Valéry Giscard d'Estaing et de Jean Marie Le Pen. En 2005, le débat mémoriel atteint un haut niveau de tension, avec la loi sur le "rôle positif" de la colonisation. Finalement, elle est retirée.

B) Les revendications des groupes mémoriels pour la reconnaissance

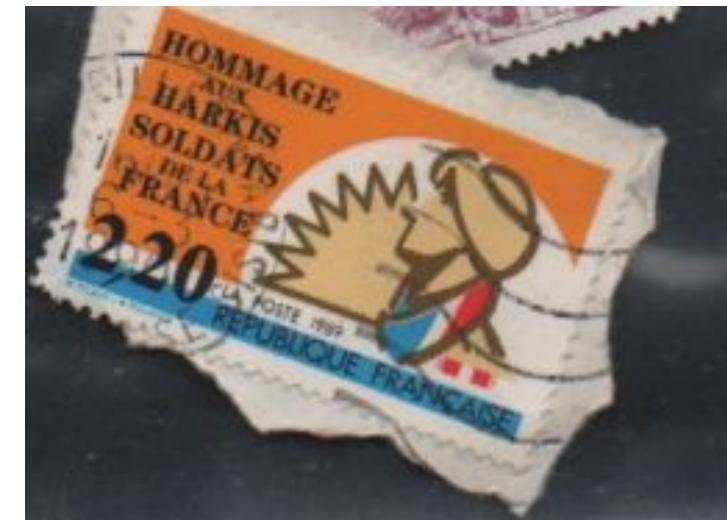


Photo que j'ai effectué. Timbres issue d'une collection familiale. Ce timbre a été émis à partir de 1989 par la poste (11 millions de tirage). Timbre qui a pour but de montrer la reconnaissance française envers les harkis. On peut y voir sur le buste du harkis, le ruban de croix pour signifier sa valeur militaire (selon le site Chemins de la mémoire du ministère des armées)

A partir des années 1970, il y a une accélération mémorielle. Les différents groupes des porteurs de mémoires essayant d'influencer la société pour obtenir des reconnaissances. Ces groupes peuvent parfois entrer en conflit avec des revendications qui s'opposent. Par exemple, l'immigration algérienne et les harkis ont pu s'opposer. Les harkis étant parfois perçus comme des traîtres. Les anciens combattants et leurs associations (dont la FNACA) obtiennent la reconnaissance du statut de combattant en 1974. Les pieds noirs et harkis parlent parfois d'une intégration difficile à leur arrivée en France, évoquant des fautes de l'Etat.

C) Ecrire l'histoire de la guerre d'Algérie : entre progrès et difficultés

Malgré le fait que la guerre ne soit pas terminée, les historiens ont déjà commencé à écrire l'histoire de la Guerre d'Algérie à l'image de Pierre Nora (1961, "les Français d'Algérie"). Néanmoins, l'écriture de l'histoire de la guerre d'Algérie s'accélère à partir des années 1990. Grâce notamment **à l'ouverture des archives françaises en 1992 (une partie seulement)**. Autour de ces mêmes années, on étudie de plus en plus la mémoire de la guerre d'Algérie et pas seulement son histoire. Ainsi, commence à se développer une histoire à parts égales. Il y a alors, les débuts d'une coopération entre historiens français et algériens. Benjamin Stora et Mohamed Harbi codirigent avec une vingtaine d'historiens de différentes nationalités ou d'origines sociales, le livre "*La Guerre d'Algérie*" en 2004. Néanmoins, ils restent des difficultés pour écrire l'histoire de la Guerre d'Algérie puisque des archives françaises ou algériennes ne sont pas encore ouvertes. De plus, il existe aussi des pressions de la société civile sur les historiens. Par exemple, pour l'historien Alain Ruscio "c'est de ce heurt [l'échec du discours nostalgique] qu'est né, ce monstre conceptuel, l'islamo-gauchisme" (Le 1, 2021). L'"islamo-gauchisme" étant un moyen, selon Ruscio d'influencer, de menacer le travail des universitaires (historiens, sociologues, politistes..) sur la guerre d'Algérie et ses mémoires.



Photo de l'historien Benjamin Stora par Claude Truong-Ngoc (2012). En juillet 2020, Emmanuel Macron commande un rapport sur les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie. Dans ce rapport, il propose notamment de créer une commission mixte d'histoire pour une coopération franco-algérienne, de faire l'inventaire des archives, ou de généraliser l'usage de visa (pour les chercheurs algériens, mais aussi les étudiants français) pour faciliter la coopération et la diffusion des connaissances. Enfin, il préconise la reconnaissance de crimes passés et l'entrée au panthéon de Gisèle Halimi.

URL:https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Benjamin_Stora_par_Claude_Truong-Ngoc_2012.jpg

Conclusion

Pour conclure, les mémoires de la guerre d'Algérie sont bien un enjeu du temps présent. Qu'elles soient douloureuses ou non, les mémoires continuent aujourd'hui encore de marquer les individus, acteurs sociaux ou groupes mémoriels. Ce qui comme nous l'avons vu, a une influence sur l'espace public (les monuments aux morts), les mouvements sociaux et les idéologies (la mémoire et la lutte antiraciste, ou le nationalisme et racisme), les rapports familiaux (la transmission mémorielle) de la société française. Ces mémoires font parfois l'objet de revendications. Il faut essayer de comprendre ces revendications, de les contextualiser. Pour pacifier ses mémoires, la meilleure façon est sûrement d'écrire l'Histoire de la Guerre d'Algérie et de ses mémoires, une histoire à parts égales en collaboration entre historiens français et algériens. Néanmoins, ce travail seul ne suffit pas pour renforcer la solidarité dans la société française, comme le rappelle le politologue Paul Morin : "Si l'objectif affiché est la cohésion sociale alors la mémoire ne fera pas tout, elle ne saura remplacer un travail de transformation du réel" (Dans l'hebdomadaire 1, mars 2021). En effet, les mémoires sont aussi déterminées par des problèmes structurels que l'Histoire ne peut pas régler seule. Par conséquent, il faut des politiques publiques symboliques (des reconnaissances de crimes, hommage à des personnalités comme Gisèle Halimi), mais aussi des mesures et actions contre les discriminations par exemple, afin de renforcer la cohésion sociale.

Bibliographie

Manuels généraux :

DELACROIX Christian, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *La France du temps présent (1945-2005)*, Belin, 2014, Paris

Instrument de travail :

BRANCHE Raphaël, *Papa qu'as-tu fais en Algérie ? Enquête sur un silence familiale*, La découverte, 2020, Paris

MORIN Paul Max, *Les jeunes et la Guerre d'Algérie, une nouvelle génération face à son histoire*, PUF, 2022, Paris

STORA Benjamin, *La gangrène et l'oubli : La mémoire de la guerre d'Algérie*, La découverte, 1998, Paris

STORA Benjamin, *France-Algérie, les passions douloureuses*, Albin Michel, 2021, Paris

YAHI HUBER Naima, DRISS EI Yazami, GASTAUT Yvan, *Générations un siècle d'histoire culturelle des maghrébins en France, Cité nationale de l'histoire de l'immigration*, 2009

MORIN Paul RUSCIO Alain, LABTER Lazhari, YAHI HUBER Naima, OUANASSA Ouarda Siari, MARTIGNY Vincent, ULLOA Marie Pierre, Algérie, le choc des mémoires, le 1., publié le mercredi 17 mars 2021, France

Sitographie :

Médine, Alger Pleure, 14 aout 2012, URL : <https://youtu.be/BgPigYk-YCI>

Article du Parisien, “*Un lieu, une inscription : la plaque du 17 octobre 1961 à Saint Denis*”, 2015, URL : <https://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/saint-denis-93200/un-lieu-une-inscription-la-plaque-du-17-octobre-1961-a-saint-denis-29-07-2015-4977283.php>

Chemins de la mémoire, *Un timbre en l'honneur des harkis*, Ministère des armées, URL : <https://www.cheminsdememoire.gouv.fr/fr/un-timbre-en-lhonneur-des-harkis#:~:text=Ce%20timbre%20rend%C2%A0hommage%20aux,et%20de%20leur%20r%C3%B4le%20militaire.>